

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNÉE N° 107
JEUDI 3 JUIN 1971

**FACE A LA HAUSSE DES PRIX,
AU CHOMAGE ET A L'EXPLOITATION ACCRUS**

POUR NOS REVENDICATIONS

CLASSE CONTRE CLASSE !

Giscard d'Estaing, ministre des Finances de l'Etat du capital monopoliste, a récemment fait semblant de s'étonner : les prix ont augmenté plus que prévu le mois dernier et la hausse annuelle battra sans doute un nouveau record. C'est dans le même temps que le gouvernement a annoncé la prochaine hausse du prix des transports, cet été, dans le dos des travailleurs.

Une chose est certaine c'est que ce ne sont pas les bourgeois qui font les frais des augmentations. Mais aussi ce n'est sûrement pas aux ouvriers que l'on fera croire que la vie augmente sans cesse à cause de l'augmentation des salaires. Non, la vie augmente pour les plus grands profits des patrons.

C'est pourquoi aux atteintes permanentes contre nos conditions de vie il existe une réponse et une seule : non pas la négociation pour discuter avec les exploités des formes de leur oppression mais bien d'imposer par la lutte classe contre classe, tous unis à la base et dans l'action, nos revendications immédiates :

*La retraite à 60 ans ! mais aussi et tout de suite :
40 heures sans diminution de salaire !*

Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois !

Non aux licenciements !

Seul le combat immédiat sur de tels mots d'ordre permettra d'unir la grande masse des ouvriers et de préparer pour demain la révolution prolétarienne qui renversera le système pourri des exploités.

Classe contre classe, imposons nos revendications immédiates !

A bas le capitalisme !

Vive la dictature du prolétariat !

**NOTRE CAMARADE
FRANÇOIS MARTY EST DÉCÉDÉ
ACCIDENTELLEMENT**

(VOIR PAGE 8)

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT! (15)

L'HUMANITE ROUGE DOIT ETRE PARTOUT DANS LA CLASSE OUVRIERE

Nous avons à plusieurs reprises fait connaître à nos lecteurs les difficultés financières de notre journal. Nous avons fait appel à leur soutien, et beaucoup d'entre eux ont répondu. Certains consentent de très gros sacrifices. L'effort de tous nos camarades, sympathisants et amis doit se poursuivre. « Les forces réactionnaires ont leurs difficultés, et nous avons les nôtres. Mais celles des forces réactionnaires sont insurmontables parce que ces forces s'achèment vers la mort, sans aucune perspective d'avenir. Les nôtres peuvent être surmontées, parce que nous sommes des forces jeunes

et montantes ayant un avenir lumineux » (Mao Tsé-toung). Et la seule voie pour surmonter nos difficultés c'est les masses, les masses, et encore les masses de notre peuple travailleur, classe ouvrière en tête. Il s'agit que chaque militant, sympathisant ou ami se pose la question : est-ce que nous faisons tout pour atteindre les travailleurs révolutionnaires avec notre journal communiste marxiste-léniniste ; est-ce que nous faisons tout pour que le prolétariat révolutionnaire s'empare de « l'Humanité Rouge » ? Certes non. Or c'est là la seule voie pour que notre journal joue à

fond son rôle politique, la seule voie pour qu'il survive. Est-ce que nous pouvons prendre prétexte de la « faiblesse » de nos forces ici ou là pour négliger l'élargissement de l'agitation-propagande ? Un bon nombre d'ouvriers isolés ont montré la voie : seuls ils ont collé largement et diffusé « l'Humanité Rouge » dans leur usine et leur quartier.

Agir ainsi c'est faire preuve de dynamisme révolutionnaire et d'une juste conception du monde : c'est comprendre que partout où il y a oppression et exploitation, il y a révolte. Or comment le prolétariat révolutionnaire pourrait-il s'emparer de « l'Humanité Rouge », cette arme indispensable pour transformer demain la révolte en révolution victorieuse, si notre journal est inconnu : ne comptons sur personne pour faire ce travail à notre place.

Camarades, sympathisants, amis, sachons rejeter toute idéologie faite de faiblesse ! Le capitalisme est partout. « l'Humanité Rouge » doit être partout, dans la classe ouvrière. Cela signifie concrètement :

1° Que les points de diffusion réguliers, les secteurs où un travail prolongé a été entrepris, doivent être maintenus ;

2° Que chaque groupe de diffuseurs, chaque militant, chaque sympathisant, chaque lecteur doit prendre à cœur :

— De coller le journal dans le plus grand nombre possible de points de concentration ouvrière ; notre journal fait parvenir sur demande des numéros invendus (bouillons) ;

— D'organiser des groupes de collage et diffusion mobiles ;

— De trouver au moins un nouveau lecteur par lecteur ;

— De faire circuler « l'Humanité Rouge » parmi ses camarades de travail, etc.

Pour marquer le début des grands progrès qui seront faits dans le domaine de la diffusion, « l'Humanité Rouge » consacra une prochaine quinzaine à des diffusions de masses au moins quotidiennes.

Que chacun s'y prépare !

« ARMONS-NOUS DE RESOLUTION, NE REÇULONS DEVANT AUCUN SACRIFICE ! »

« OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE ! »

VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS

UNE CRITIQUE CONCRETE DU FONDEMENT THEORIQUE DE LA LIGNE DU P.« C. » F.

Nous appelons à une diffusion DE MASSE de la brochure publiant le discours du camarade Jurquet au meeting de célébration internationale du Centenaire de la Commune de Paris.

Pourquoi ?

Essentiellement parce qu'il contient une critique détaillée du « Manifeste de Champigny », fondement théorique de la ligne politique actuelle du Parti « communiste » français, ligne révisionniste « pour une démocratie avancée, pour une France socialiste ».

A l'heure actuelle, la majorité de nos diffuseurs paraît avoir sous-estimé l'importance de la bataille à mener sur les plans idéologique et théorique contre le révisionnisme moderne, obstacle principal au développement de la voie de la révolution prolétarienne. Or, cette brochure participe concrètement à cette bataille.

Ce sont non seulement les militants marxistes-léninistes, mais aussi les sympathisants qui doivent tirer profit de sa lecture, de son étude.

Mais nos diffuseurs doivent aussi la faire parvenir à des ouvriers, à des travailleurs manuels et intellectuels encore trompés par les positions révisionnistes du P.« C. » F., la leur faire lire et engager avec eux la discussion pour critiquer fondamentalement le « Manifeste » des dirigeants révisionnistes, véritable programme théorique de contenu social-démocrate et contre-révolutionnaire.

500 exemplaires ont été vendus à ce jour, presque exclusivement dans la région parisienne et à des lecteurs isolés.

C'est un chiffre de diffusion très faible. Il faut que nos groupes de diffuseurs de province prennent conscience de l'importance de « l'instrument de lutte » que nous avons mis à leur disposition en éditant cette brochure et qu'ils s'efforcent d'en assurer une très large diffusion, après en avoir eux-mêmes étudié les principaux passages contre le révisionnisme moderne.

L'exemplaire : 1 franc (+ 0,45 F de frais d'expédition). Règlement soit en timbres-poste, soit par versement à notre C.C.P. « l'Humanité Rouge » n° 30226-72 - La Source.

Les groupes de diffuseurs peuvent passer des commandes en fixant des chiffres raisonnables correspondant à leurs possibilités et n'effectuer le règlement qu'après la vente militante. Mais les invendus devront être restitués à notre journal, car l'état de nos finances ne peuvent en aucun cas tolérer les pratiques anciennes des « C.D.H.R. » dominés par des représentants de l'intellectualisme petit-bourgeois, pratiques malhonnêtes qui, détournant les produits de ventes militantes, mettaient en grave danger l'existence même de « l'Humanité Rouge ».

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique et politique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	40 F
	1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un en 120 F ; six mois 60 F ; trois mois 30 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 - La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	74 655,99 F
Un travailleur de Citroën	Paris	4 F
Des travailleurs immigrés	Clermont-Ferrand	4 F
Un travailleur de la R.A.T.P.	Paris-18 ^e	5 F
Un ouvrier agricole	Berre l'étang	10 F
Un groupe de cheminots	Paris	362 F
Des travailleurs	Angers	5 F
Un élève de C.E.T.	Seine-et-Marne	10 F
G. G.	Paris-12 ^e	100 F
A.	Marseille	50 F
Une abonnée	Vitry	20 F
Des camarades	Aude	20 F
Anonyme		18,60 F
Des camarades	Paris	200 F
C.D.H.R. Port	Marseille	20 F
Un lycéen	Paris	2,50 F
Un abonné	Yonne	40 F
Un travailleur	L'Hay-les-Roses	10 F
Un étudiant	Paris	5 F
Un travailleur de la R.A.T.P.	Région parisienne	10 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	45,50 F
Anonyme	Paris	4,50 F
C.D.H.R.	Saint-Maur	38 F
Des camarades	Paris	200 F
Des travailleurs	Nord	50 F
C.D.H.R. Dimitrov	Région parisienne	280 F
Un étudiant	Paris	10 F
Les marxistes-léninistes	Le Puy	20 F
Un sympathisant cheminot	Paris	3 F
Deux marxistes-léninistes	Vosges	50 F
Un étudiant	Paris	30 F
C.D.H.R. Ho Chi minh	Région parisienne	55 F
Des camarades	Decazeville	10 F
Un travailleur	Paris-10 ^e	10 F
Une étudiante	Paris	1 F
C.D.H.R. Gilles Tautin	Clermont-Ferrand	10 F
Un ouvrier	Région parisienne	0,30 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	450 F
Un sympathisant de Kalliste	Marseille	1,50 F
Une lycéenne	Paris-12 ^e	1,30 F
Un abonné	Grenoble	50 F
Un étudiant salarié	Paris	50 F
Des camarades	Toulouse	380 F
C.D.H.R. (1 ^{er} versement de juin)	Noisy-le-Sec	100 F
Un groupe de sympathisants	Aubagne	30 F
Un travailleur	L'Hay-les-Roses	12 F
C.D.H.R. (1 ^{er} versement de juin)	Saint-Maur	100 F
Un étudiant	Paris	10 F
Des camarades	Sables d'Olonne	10 F
Anonyme	Paris-4 ^e	3 F
Un abonné	Alpes de haute Provence	5 F
Des travailleurs de la banlieue	Région parisienne	25 F
Nord	Toulouse	28,50 F
C.D.H.R.	Marseille	25 F
C.D.H.R. La Cayolle		
	Total général	77 650,69 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS GUADELOUPÉENS EN GRÈVE

Un employé au tri P.T.T.	Paris	2 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	1 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	10 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	10 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	2 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	2 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	5 F
Un employé au tri P.T.T.	Paris	2 F
Un étudiant	Paris	1 F

Messages de soutien

En tant que travailleur guadeloupéen en France, je soutiens votre lutte de tout cœur.
Un O.S., Paris

Je soutiens de tout cœur votre lutte courageuse qui apporte

également un appui important à notre lutte en France contre le capitalisme exploiteur.

Vive la juste lutte des travailleurs guadeloupéens contre le colonialisme français !

Un ouvrier français (5 F joints)

TOULOUSE :

A BAS LE RAPACE DOUNOT !

Photochrome, une entreprise qui vend des cartes postales et des cartes de vœux dans toute la région et à l'étranger. Dounot, son patron, emploie 25 ouvriers dans sa petite usine de Toulouse.

UN BAGNE POUR LES OUVRIERS, UNE BONNE AFFAIRE POUR DOUNOT

Pour les ouvriers, 40 heures pour les femmes à 48 heures pour les hommes de travail fastidieux à une cadence infernale (trier 30 000 cartes par jour) dans des locaux vétustes et insalubres, dans des conditions de sécurité et d'hygiène déplorable :

— Installations électriques et machines mal isolées où l'on peut s'électrocuter à tout moment ;

— Vestiaires minuscules où traînent sur le sol des débris de verre et où pullulent les rats.

Et ce labeur sous la surveillance policière et les menaces d'une contremaitresse à la botte du patron, et sous les insultes de la sœur du patron qui n'hésite pas à frapper les ouvrières. En plus, comme si tout ça n'était pas assez efficace, Dounot a installé partout des micros pour espionner les ouvriers.

A la fin du mois, un salaire misérable : 80 000 A.F. pour les hommes, 60 000 A.F. pour les femmes, et 39 000 A.F. pour les jeunes de moins de 18 ans.

CE N'EST PAS TOUT !

Dounot qui s'y connaît pour s'enrichir sur le dos des ouvriers, sait faire des profits par tous les moyens : il distribue du travail :

— A domicile aux handicapés (victimes du travail, etc.) consistant à mettre sous cellophane chaque carte et son enveloppe : 3 000 cartes par jour, représentant 10 à 14 heures de travail pour 1 500 A.F. Et encore, si le rendement n'est pas atteint, il ne déclare pas le travailleur à la Sécurité sociale ;

— Dans les prisons, et à quel tarif !

Et pendant ce temps, avec l'argent qu'il vole aux ouvriers, Dounot fait de beaux voyages autour du monde, s'installe un beau bureau avec moquette et meubles revêtus de velours, etc.

DERNIEREMENT LES OUVRIERS SE SONT REVOLTÉS

La coupe a débordé ; en réaction aux brimades incessantes de la contremaitresse et de la sœur du patron contre les jeunes ouvrières et à leur dictature féroce, exaspérés, les 25 ouvriers ont envahi le bureau de Dounot, forçant sa porte pour demander la fin de ce régime d'esclavage et une augmentation de salaire.

Le rapace Dounot, sur la peur du

moment, a bien fait des promesses qu'il s'est vite empressé d'oublier une fois l'orage passé !

POUR NOS REVENDICATIONS, UNISSONS-NOUS, ORGANISONS-NOUS, LUTTONS CLASSE CONTRE CLASSE !

Pour obtenir satisfaction, des promesses ne suffisent pas. Pour faire payer l'exploiteur Dounot, comme tous ses acolytes, il faut imposer nos revendications par la lutte, en nous unissant à la base et dans l'action, en nous organisant, en comptant sur nos propres forces sans attendre l'aide des organisations « ouvrières et démocratiques » qui ont depuis longtemps failli à leur tâche de défendre les ouvriers.

Seul le combat classe contre classe, c'est-à-dire le combat résolu ouvriers contre patrons, classe ouvrière contre capitalistes, peut imposer nos justes revendications :

— Pas de salaire inférieur à 100 000 A.F. par mois !

— A travail égal salaire égal pour les jeunes et pour les femmes !

— Les 40 heures sans diminution de salaire, réduction des cadences infernales !

— De bonnes conditions de travail, de sécurité et d'hygiène.

EN AVANT POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

La satisfaction de ces revendications, nécessaires pour vivre de nos jours, ne suffit pas.

Tant que subsisteront des voleurs, des rapaces comme Dounot, le sort des ouvriers sera toujours mauvais et mal assuré, jamais ils ne seront libres.

Ce qu'il faut, c'est faire disparaître tous les capitalistes, abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et le capitalisme, instaurer le socialisme libérateur par la révolution prolétarienne.

A l'exemple des Communistes il y a 100 ans, il faut détruire la dictature des patrons et leur pouvoir d'Etat, et instaurer la dictature du prolétariat (liberté pour les travailleurs et dictature sur la poignée de capitalistes) pour garantir les conquêtes des travailleurs et le socialisme.

POUR NOS JUSTES REVENDICATIONS, UNISSONS-NOUS, LUTTONS CLASSE CONTRE CLASSE !

A BAS LE CAPITALISME !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Rejoins les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste !

LA RETRAITE A 60 ANS

La journée nationale d'action du 27 mai pour la retraite à 60 ans a été largement suivie par les travailleurs. Importante manifestation à Paris.

La retraite à 60 ans est une juste revendication mais elle ne doit pas être dissociée des autres revendications immédiates : Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois ! Les 40 heures tout de suite sans diminution de salaires ! A travail égal, salaire égal !

Ne laissons pas aux directions syndicales révisionnistes et réformistes le soin d'étouffer nos revendications immédiates en mettant en avant seulement l'abaissément de l'âge de la retraite.

Luttons classe contre classe pour nos revendications immédiates !

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

MARION ET FIORO A TOULOUSE

En grève depuis le 7 mai pour leurs revendications : indemnité de panier égale pour tous, simplification de la feuille de paie, abandon de la mensualisation-bidon et reclassement des salariés, les ouvriers de l'entreprise Marion arrêtent leur mouvement le mardi 25 mai à la suite d'un « accord de compromis » entre la C.G.T. et la direction. Un vote à bulletin secret a décidé de la reprise du travail par 41 voix contre 26 pour la poursuite de la grève. Ainsi une forte opposition au « compromis » se dégage de cette lutte.

Par contre chez Fioro, les ouvriers du bâtiment poursuivent la grève, démarrée le 7 mai avec pour revendications la non-application du titre premier sur la mensualisation et le financement de la mutuelle à 50 % par l'employeur.

Les grévistes de ces deux entreprises ont reçu la solidarité matérielle des travailleurs des autres entreprises du bâtiment, des cheminots, du personnel du livre, de l'épargne et de la population toulouaine.



USINE CITEP A FLIXECOURT (SOMME)

Dans cette entreprise spécialisée dans la fabrication de sacs et d'emballages du groupe Agache-Willot près d'Amiens, les ouvriers qui mènent l'action par des débrayages depuis un mois, pour l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail et la retraite à 60 ans, passent à un niveau de lutte supérieur suite au lock-out de la direction.

Jeu 27 mai, les ouvriers capturent cinq cadres répressifs qu'ils retiennent dans les bureaux jusqu'à vendredi. Le président-directeur Willot, venu de Lille, est accueilli aux cris de « Nos salaires ». La négociation s'ouvrant immédiatement avec les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., les ouvriers libèrent leurs otages.



Ets SAMBRON A PONTCHATEAU (LOIRE-ATLANTIQUE)

Après le lock-out de la direction du 15 avril, les 450 ouvriers poursuivent solidairement la grève avec occupation depuis le 19 mai. Les ouvriers sont en lutte contre la diminution de leurs salaires imposée par le buveur de sang Sambron, dont le père ancien patron est maire de Pontchâteau, sénateur, conseiller général et qui fabriqua des obus pendant la guerre pour les bulgariens. Cette diminution de salaire résulte de la suppression

d'un accord sur « l'intéressement ». « L'association Capital-Travail », c'est un cheval pour l'exploiteur et une alouette pour l'exploité dans le meilleur des cas. La lutte de classes ne peut être une idée, elle est une réalité.

Le « compromis » syndicats-direction ne correspond pas aux justes revendications des travailleurs et mardi matin 1^{er} juin les ouvriers exigeront une augmentation de salaire uniforme pour tous, pas de sanctions, pas de licenciements.

SAMBRON peut payer !



UBINOR DUNKERQUE

A la suite de la grève des ouvriers du « service mouvement » pour leurs revendications, la direction du trust alderurgique met en « lock-out » 4 000 ouvriers.

Les ouvriers spécialisés d'Ubinor ont des salaires d'environ 1 050 F toutes primes comprises. La seule réponse qui s'impose au lock-out patronal c'est la grève avec occupation.

USINOR peut payer !

Formons notre comité de grève !



USINES BERLIET

Grève avec occupation et débrayages se poursuivent aux usines de Vénissieux, Saint-Priest, Montplaisir et Bourg-en-Bresse.



POLYMECANIQUE A PANTIN

La grève avec occupation déclenchée depuis le 3 mai contre la diminution de la prime de bilan et pour l'augmentation des salaires se poursuit toujours aussi fermement.

Solidarité active avec les métallos de la Poly !

Luttons jusqu'à la victoire !



Ets BARNET A CHATEAU-DU-LOIR

Les ouvriers sont en grève illimitée pour l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, la garantie de l'emploi.



USINE KODAK A VINCENNES

La grève illimitée déclenchée le 17 mai se poursuit.

ANTONY (Banlieue Parisienne)

Au restaurant universitaire, des salaires au S.M.I.C.

Les salaires au restaurant sont, pour une nouvelle embauchée, pour 48 heures par semaine, de 80 000 F. (Le S.M.I.C. étant pour le même nombre d'heures de 77 000 F par mois.) Nous travaillons le dimanche et les heures du dimanche ne sont même pas comptées en heures majorées, alors qu'ailleurs les heures de jours fériés sont majorées de 50 à 100 %. Sur nos 80 000 F, il nous faut encore déduire 5 000 F de Sécurité Sociale, il ne nous reste donc pas tout. Tout cela correspond à un salaire horaire de 3,84 F pour une serveuse. La retraite est à 65 ans.

Pour le personnel qui travaille près des fours ou sous une verrière pendant l'été, il n'existe pas la prime supplémentaire de chaleur qui est versée dans d'autres boîtes. De plus nous n'avons droit à aucune boisson rafraîchissante comme c'est le cas ailleurs.

Les syndicats sont au nombre

de deux : la CGT et le SNACRU-maison. Les délégués CGT qui ont été élus par leurs camarades de travail pour les représenter sont incapables de les défendre. Pour eux, c'est une satisfaction personnelle que d'être délégué. Mais ils ne sont pas à même de prendre aucune initiative qui pourrait nous amener à combattre pour, par exemple, des augmentations de salaire, des réductions d'horaires, des primes de vacances ou la 13^e mois.

Ces gens-là, manifestement, n'ont pas leurs places en tant que délégués. D'autres plus responsables et plus combats les leur prendront.

LA RETRAITE A 60 ANS TOUT DE SUITE.

40 HEURES PAR MOIS TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DE SALAIRE.

1 000 F PAR MOIS MINIMUM TOUT DE SUITE !

Correspondant H.R.

CITATIONS
DU PRÉSIDENT
MAO TSÉ TOUNG
L'exemplaire : 1,40 F
(disponible en 15 langues)
En vente à la librairie
- La Phénix -
72, bd de Sébastopol - Paris (3^e)
(ou par notre intermédiaire)
[ajouter 15 % de port
à toute commande]

l'Humanité Rouge

devant la justice bourgeoise

Mercredi 26 mai notre camarade Max Durand représentait devant la 17^e Chambre correctionnelle l'Humanité Rouge, journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Malgré les réticences du président du tribunal à le laisser lire sa déposition sur le fond, malgré un « avertissement » du même président (à propos de la mise en cause conjointe de Marcellin et Pleven...), notre camarade a exposé avec rigueur la position de principe de notre journal.

En notre nom à tous il a prononcé la ferme déclaration que nous publions ci-dessous.

Après lui, M^r Henri Leclerc passe à l'attaque sur les plans politique et juridique. Avec brio, tantôt incisif, tantôt émouvant, il démolira par une succession d'enchaînements logiques les trois chefs d'accusation retenus

contre nous. Il dira en substance : « Comment la vérité pourrait-elle être de la diffamation ? L'histoire du mouvement ouvrier français c'est aussi l'histoire de ses martyrs ! ceux de Fourmies, de Decazeville, ceux de juin 1968. A ceux qui voulaient du pain et la justice sociale on a donné du plomb. Mais la raison d'Etat interdit que ces exactions soient stigmatisées publiquement, la presse ouvrière est poursuivie. »

Et, traitant d'un point de droit, Henri Leclerc s'écrie : « Le ministre de l'Intérieur est avocat comme moi, mais il connaît mal nos lois, sinon il n'aurait pas poursuivi sur ces motifs. — Renvoyez-le à ses études Monsieur le Procureur ! ou alors qu'il s'adjoigne un spécialiste en droit ! »

Henri Leclerc conclut en réclamant la relaxe pure et simple de notre journal. L'affaire est mise en délibéré. Le jugement sera connu dans une semaine mais trop tard pour le publier dans ce numéro.

DÉCLARATION DU CAMARADE MAX DURAND

« Monsieur le Président,
Messieurs les jurés,

L'accusation d'injures et de diffamation envers la police de l'Etat bourgeois, portée aujourd'hui contre l'« Humanité-Rouge », journal communiste marxiste-léniniste, nous fait obligation de répondre politiquement à ces accusations.

L'« Humanité-Rouge », comme nous l'avons dit plus haut, journal communiste marxiste-léniniste, porteur des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, nous impose de défendre ses intérêts, ainsi que ceux des larges masses travailleuses de notre peuple.

Or, notre analyse marxiste-léniniste nous fait apparaître plus clairement de jour en jour le processus de fascisation actuellement en cours de développement dans notre pays.

Nous citerons simplement pour rappel quelques faits concrets précisant cette analyse :

— Depuis mai 68, date du glorieux printemps révolutionnaire, renforcement des effectifs de la police et de la gendarmerie ;

— Création de brigades spéciales d'intervention ;

— Manœuvres anti-guérillas ;

— Loi « anti-casseurs » (loi scélérate entre toutes) ;

— Depuis l'assassinat de 116 jeunes à Saint-Laurent-du-Pont, possibilité pour la police et la gendarmerie d'intervenir dans les lieux publics sous couvert de contrôle de la sécurité ; mais en réalité, pour interdire par la bourgeoisie si cela lui semble préjudiciable, toute réunion de révolutionnaires ou de progressistes ;

— Arrestation à Lyon et passage à tabac en 1970 du responsable du P.S.U., membre de la direction nationale de ce Parti ;

— Perquisition au siège du Parti « communiste » révisionniste à Rennes ;

— Renforcement des peines à l'encontre des révolutionnaires et progressistes (procès Geismar et autres) ;

— Intervention de la police et mesures d'intimidation, le 21 juin 70, à la Conférence Nationale. Cheminote du Front Uni anti-monopoliste et anti-capitaliste ;

— Nouvelle mouture de la régiona-

lisation (rejetée par le peuple de France en 1969) donnant des pouvoirs quasi-illimités aux préfets, notamment en matière de répression ;

— Condamnation en avril 71 à six mois de prison ferme contre des jeunes gauchistes au sens de Lénine, pour avoir osé envahir le Sacré-Cœur, là où il y a cent ans les Communards, nos frères, se battirent avec héroïsme contre les troupes du sanguinaire et réactionnaire Thiers, pour instaurer la première dictature du prolétariat de l'Histoire ;

— La semaine dernière, un travailleur algérien est blessé par balle pour avoir pris un pot de yaourt à son exploiteur ;

— Et tout dernièrement, ces jours-ci, un officier de police, rue Mademoiselle, fait mettre à genoux des enfants de 16 ans, les matraque sauvagement pour donner l'exemple à ses subordonnés ; résultat : fracture du crâne d'un jeune, innocent à toute manifestation ;

Toutes ces mesures prouvent bien la peur de la bourgeoisie dont la police est un élément de répression face à la montée de la conscience révolutionnaire des masses, devant l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme.

Ces mesures, nous en sommes bien persuadés, sont instaurées par la minorité au pouvoir, la bourgeoisie, pour préparer une issue fasciste à sa crise, pour transformer sa dictature « démocratique » bourgeoise en dictature terroriste ouverte.

Or nous savons, par la pratique, comme nous l'ont enseigné nos maîtres en marxisme Marx-Lénine-Staline-Mao Tsé toung, que la police, est avec l'armée, un moyen de coercition de la classe bourgeoise et de son Etat contre la classe ouvrière et nous englobons par ces faits dans une même accusation l'Etat qui ordonne et la police qui exécute.

Toutes ces mesures, nous le répétons, sont au service d'une minorité, la classe capitaliste, et dirigées contre la classe ouvrière et les couches populaires de notre peuple, en lutte pour la défense de ses intérêts de classe.

En fonction de ce que nous avons dit plus haut, accentuation de la fascisation, nous n'entendons pas citer de témoins de moralité à ce

procès ce qui serait superflu, ni de témoins sur les faits. En tant que communistes marxistes-léninistes, nous avons à veiller à la sécurité de nos correspondants qui, par ailleurs, n'ont fait que nous transmettre ce qui était de notoriété publique dans leur région.

D'autre part, notre attitude est conforme aux règles élémentaires de morale en vigueur dans notre profession de journaliste.

Pour étayer d'une façon plus générale ce que nous avons écrit, nous allons toutefois citer un certain nombre d'informations parues à cette époque et depuis dans la presse bourgeoise.

Remarquons au passage qu'aucune de ces informations, à notre connaissance, n'a donné lieu à poursuites.

Le traitement particulier qui est donc fait à la presse communiste marxiste-léniniste, aujourd'hui, témoigne de la volonté délibérée du pouvoir de nous « frapper à la caisse » par votre intermédiaire, dans le but bien illusoire de nous faire disparaître.

Avant que Maître Leclerc ne cite un certain nombre de faits concrets, nous rappellerons à Monsieur le Président et à Messieurs les juges qu'à Lyon c'est la magistrature elle-même qui a ordonné une enquête sur les conditions de traitement d'un jeune homme dans les locaux de la Sûreté, et même si finalement les conclusions de l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur ont établi qu'il n'y avait pas eu de « sévices graves », la seule ouverture de cette enquête prouve que le problème avait quelques raisons d'être posé.

Certains disent que les exactions des diverses polices sont inventées par des malveillants. C'est notamment la position du ministère de l'Intérieur et celle de M. Pleven qui a si souvent dirigé la répression contre les forces populaires et la presse qui les soutenait. Mais, malgré l'autocensure prudente de la plupart des journaux de la bourgeoisie, la vérité perce ; la police au service de la politique de l'Etat des monopoles n'est pas l'institution honorable que prétend M. Marcellin.

Au service d'une telle classe les êtres nobles et incorruptibles auraient bientôt jugé leurs maîtres. De fait, il

s'agit pour les diverses polices de faire respecter un ordre injuste, fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'exploitation d'une majorité par une minorité. Au demeurant des exceptions encore moins honorables, contribuent à jeter un discrédit réel sur cette institution au service du seul capital. Des exceptions ? Nombreuses à coup sûr, si l'on en juge par les cas variés qui seront cités par Maître Leclerc et qui figurent dans la presse bourgeoise elle-même.

Ces faits, que la presse du pouvoir n'a pas pu cacher, s'insèrent dans le cadre de la fascisation en cours de développement, et sont la suite logique pour le capital des exactions et assassinats perpétrés par le pouvoir, notamment à Charonne en 1962 (plusieurs morts), à Sochaux et à Flins en 1968 (plusieurs morts également dont un jeune lycéen de 16 ans, notre camarade Gilles Tautin).

En face de tels crimes, combien paraissent anodins les passages à tabac dans les commissariats, et combien anodins devant la mort suspecte d'un jeune travailleur détenu dans les locaux du commissariat de Chambéry en 1970 (Pierre Thévenin).

Notre journal l'« Humanité-Rouge » est conscient, en dénonçant tous ces faits, de servir la vérité, donc le peuple, et de défendre les intérêts de la classe ouvrière et des couches laborieuses de notre pays.

Aucune intimidation, aucune pression, aucune condamnation ne nous empêcheront de remplir notre mission de dénonciation de la violence de classe exercée par la bourgeoisie, contre la classe ouvrière et les couches laborieuses de notre peuple.

Nous récusons à l'avance le verdict qui sera rendu, car nous savons que la justice, tout comme la police et l'armée, est partie constitutive du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et à son seul service.

Pour terminer et au nom de l'« Humanité-Rouge », journal communiste marxiste-léniniste, nous affirmons notre certitude dans la capacité de la classe ouvrière et des forces populaires à se libérer de ses chaînes, à briser le processus de fascisation et à instaurer en France la dictature du prolétariat, seule véritable démocratie pour la classe ouvrière et les masses populaires.

NON, LE FASCISME NE PASSERA PAS !

L'« Humanité-Rouge. »

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	
	19 h	sur 31 et 42 m ;
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

ESPAGNE :

Un renfort pour Franco : les dirigeants révisionnistes

Voilà quelques semaines Marchais, secrétaire général du Parti révisionniste français, a relancé la honteuse campagne contre les « gauchistes fascistes ». En agissant ainsi la clique Marchais se comporte exactement comme le voleur qui crie au voleur. Car, bien sûr, les dirigeants du P.C.F. oublient les multiples agressions armées qu'ils ont organisées contre les militants communistes marxistes-léninistes (voir l'H.-R. n° 105). De même, ils font semblant d'ignorer que le comportement de leurs acolytes de Moscou, Varsovie, Prague et d'ailleurs n'a rien de communiste. Tout au contraire, ils ont la bouche pleine de socialisme mais se conduisent en authentiques fascistes :

— Social-fascistes les nouveaux tsars du Kremlin lorsqu'ils font massa-

crer de paisibles pêcheurs chinois sur l'Oussouri, en territoire chinois ;

— Social-fascistes les révisionnistes polonais qui font tirer sur les ouvriers en grève ;

— Social-fascistes ceux qui occupent avec leurs tanks la Tchécoslovaquie contre la volonté de la classe ouvrière et du peuple tchèque ;

— Social-fascistes également les dirigeants du parti révisionniste espagnol lorsqu'ils prétendent gagner les généraux fascistes appelés pour leur mauvaise cause « démocrates ». Pour atteindre leurs buts ils commettent les actes les plus ignobles.

Que nos lecteurs jugent :

Il y a déjà longtemps que les pratiques répugnantes des dirigeants révisionnistes dans les prisons franquistes sont inlassablement dénoncées : collaboration avec les criminels gébliers, discrimination vis-à-vis d'autres prisonniers politiques révolutionnaires qui ne « chantent pas la même chanson qu'eux », dépenses inutiles, quand d'autres souffrent de la faim et vivent dans des conditions misérables, etc. Dans leur désir de faire taire les dénonciations, ces éléments n'hésitent pas à utiliser les méthodes les plus viles : la violence physique, en s'arrangeant pour que, au moyen de l'implantation d'une terreur dans le plus pur style fasciste, leurs agissements ne soient pas connus de la classe ouvrière et des masses populaires qu'ils ont trahies.

La prison fasciste de JAEN a été la scène, il n'y a pas longtemps, d'une de ces actions dignes des tristement célèbres « escouades de l'aube ». ANGEL CAMPILLO FERNANDEZ, militant du P.C.E. (marxiste-léniniste) [arrêté le 23 février 1969 dans la ville française de Bordeaux et livré le 25 à Irun à la B.P.S. dans les mains de laquelle il a subi 20 jours de torture, condamné, postérieurement, à 6 ans de prison SANS AUCUNE PREUVE], a été l'objet

d'une lâche agression de type fasciste de la part de dirigeants révisionnistes et de leurs hommes de main : tandis que trois de ces brutes surveillaient la porte de la cellule de Campillo, quatre pénétrèrent dans celle-ci (l'un d'entre eux du « Comité Central » révisionniste) et ils commencèrent à l'insulter et à le menacer. Angel Campillo fit front, serein et fermement, à la provocation ce qui déchaîna la colère de ces canailles et trois d'entre eux (celui du Comité Central dirigeait « l'opération ») se lancèrent sur lui et lui administrèrent une grande quantité de coups de poing et de pied dans tout le corps, principalement sur la tête, en même temps qu'ils proféraient des insultes et des menaces grossières : « Vous faites le jeu de la Sociale », « On va te tuer si on nous signale encore de l'extérieur que vous continuez à nous attaquer », « Que personne n'apprenne cela si tu ne veux pas mourir », etc.

Après cette volée de coups si brutale, Angel Campillo est resté visiblement marqué, la tête meurtrie et le sourcil gauche et le front enflés et avec de gros hématomes, lesquels mirent trois semaines à disparaître, et il se ressent encore des coups brutaux qui lui ont été administrés sur la tête.



Voilà l'attitude des communistes en prison (notre photo : des prisonniers communistes espagnols pendant la guerre d'Espagne).

Le même commando carrillo-fasciste a essayé de répéter l'opération sur un autre prisonnier politique révolutionnaire.

Une si lâche agression fut répudiée par les prisonniers politiques révolutionnaires d'autres tendances; certains d'entre eux, indignés, expliquèrent ce qui s'était passé à la base carrilliste à laquelle ses dirigeants avaient ordonné de ne pas adresser la parole à Campillo (mis en quarantaine) ni aux autres prisonniers révolutionnaires.

Ceci n'est pas un fait isolé, c'est une « politique » qui se généralise : dans la prison de Soria, des éléments révisionnistes en arrivèrent à frapper un prisonnier politique révolutionnaire pour des critiques que celui-ci faisait des agissements du parti révisionniste cubain (P.S.P.) pendant la révolution cubaine. De même, ils menacèrent un autre prisonnier de « l'envoyer à l'hôpital » après que les dirigeants révisionnistes aient intercepté une lettre où l'on critiquait les agissements démolisseurs, antiunitaires et de collaboration avec la direction de la prison des éléments révisionnistes.

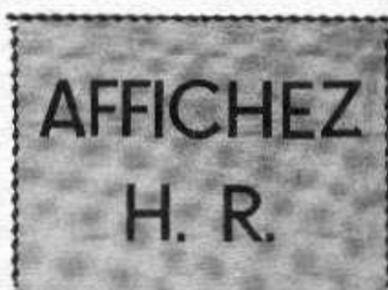
Tandis qu'ils poursuivent, boycottent et frappent les prisonniers politiques révolutionnaires, les dirigeants révisionnistes n'hésitent pas à « lécher les bottes » de leurs gébliers. A Jaen, les prisonniers politiques refusaient de faire des travaux à la cuisine en rétorquant au directeur de la prison que s'il n'y avait pas de cuisiniers parmi les prisonniers de droit commun qu'on les amène de l'extérieur. Les dirigeants révisionnistes lancèrent « l'idée », afin d'améliorer la nourriture, de prendre en charge la cuisine et proposèrent que les prisonniers politiques mélangent la nourriture qu'ils reçoivent de l'extérieur avec la

« ratatouille » de la prison et, de plus, que chacun apporte par jour 5 ou 10 pesetas. Devant les protestations des prisonniers politiques révolutionnaires et d'éléments honnêtes de leur base les dirigeants révisionnistes battirent en retraite, s'engageant seulement à s'occuper des besoins de la cuisine et de son nettoyage. Résultat : maintenant tous les prisonniers politiques (et de droit commun) sont obligés, par roulement, de remplir des tâches dans les cuisines, sous peine d'aller dans les cellules de punition et de ne pas avoir la possibilité pendant un an de racheter une partie de leur peine par des travaux.

Toutes les forces authentiquement révolutionnaires, tous les groupes et comités d'aide aux prisonniers politiques doivent condamner les méthodes employées par les dirigeants révisionnistes en faisant amplement connaître les outrages et les vexations dont font l'objet ceux qui ne se courbent pas devant la politique collaborationniste et contre-révolutionnaire du groupe révisionniste.

Empêchons que la terreur carrillo-fasciste ne s'instaure dans les prisons contre les révolutionnaires authentiques.

Parti Communiste d'Espagne
(Marxiste-Léniniste)



BREJNEV,

VOLEUR DU PEUPLE ESPAGNOL

Après avoir saboté les luttes des mineurs des Asturies en livrant du charbon à Franco, des rumeurs inquiétantes au sujet de l'or de la République espagnole dont une partie se trouve à Moscou depuis 1938 vont chaque jour se précisant de telle manière que des communiqués communs soviéto-franquistes assurent que cet or pourrait bien être remis au gouvernement criminel de Franco.

Devant ce nouvel acte de vol de notre peuple, nous, réfugiés et mutilés espagnols de la région du Tarn-et-Garonne, élevons notre voix, en mettant en évidence le peu de cas que fait la clique dirigeante révisionniste soviétique de notre peuple, de ses intérêts, de son avenir.

Ce nouvel acte de trahison s'ajoute au sale travail de jaunes, de saboteurs des dirigeants du Kremlin, et de leurs marionnettes des « démocraties populaires » qui renflouent les finances perclues de Franco, de la même manière que le gouvernement impérialiste de Nixon, mais ici, cela est pire, puisque c'est de notre trésor national qu'il s'agit.

La clique dirigeante du P.C.F., Carillo-Ibarurri, cautionne cet acte,

comme elle a déjà cautionné le travail de sape de nos grèves, qu'elle n'arrivait plus à brader seule.

Il fallait aussi cette honteuse capitulation à la clique de Carillo pour réaliser l'union avec les Phalangistes dissidents (mais fascistes quand même), comme il l'a dit dans ses discours de Paris et Bruxelles.

« Nous nous alliions avec ceux qui nous ont combattu hier, et ceux qui nous combattront demain », en allant même dans sa démagogie jusqu'à assimiler cela au Front uni national de Mao Tsé-toung.

Mais pour nous, patriotes espagnols, mutilés par la barbarie fasciste, exilés de notre pays, communistes honnêtes et sincères, CECI EST UNE TRAHISON.

Nous ne nous faisons plus d'illusions quant à l'aide et au « socialisme » que nous apporteront les dirigeants actuels du Kremlin, malgré toutes leurs palabres. Mais nous adressons une protestation énergique, afin d'ouvrir les yeux à nos camarades qui se font encore des illusions sur Moscou et Carillo.

Un Groupe
de vieux Communistes
Espagnols

RENAULT :

Une volonté de lutte

Le juste combat, mené CLASSE contre CLASSE par les métallos de la R.N.U.R., a ouvert les yeux à un important nombre d'ouvriers sur le révisionnisme moderne et le réformisme.

Les tractations menées durant la semaine, qui a suivi l'échec du « compromis » présenté comme positif par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. le 17 mai, ont abouti à la consultation du 24 mai.

L'échec de ce compromis fut un succès, le signe de la volonté de lutte inébranlable des O.S. du Mans qui n'a pas permis de passer au vote secret tout de suite. Celui-ci a été retardé et reporté au lundi après-midi.

Au cours de l'assemblée tenue lundi matin par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui estimèrent l'accord comme positif, n'avons-nous pas entendu le délégué C.G.T. Michel Augat, après avoir félicité les camarades pour leur combativité, ce qui est juste, tenter de les démoraliser. Il a déclaré notamment : « Or, peut-on espérer obtenir plus ? C'est loin d'être une certitude, mais ce qui est certain par contre c'est que les camarades ont de graves soucis financiers et que nous n'avons pas le droit de ne pas en tenir compte. Imposer une poursuite inconsidérée de la grève serait courir le risque d'une division rapide de notre mouvement ».

Comme les bonzes des directions syndicales, ce bonzillon prêche la reprise du travail pour des miettes. Oui, nous disons bien pour des miettes et le compromis syndicats-direction en est un

témoignage ainsi que certaines déclarations des Etats-majors.

Un ouvrier spécialisé a-t-il besoin de trois ans d'ancienneté pour passer à un échelon supérieur ?

Nous disons très clairement que les O.S., s'ils ont les « devoirs » d'être exploités, doivent avoir des droits en matière de salaires. Non à la division entre les nouveaux embauchés et les plus anciens ! A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

Non également à la garantie des salaires après huit ans d'ancienneté, c'est tout de suite après quinze jours d'essai que la garantie des salaires doit être pour tous.

Nous disons non également à la discrimination entre les grévistes O.S. du Mans et les ouvriers en lock-out indemnisés à 47 %. L'indemnisation doit être égale pour tous.

Le résultat du vote secret cet instrument de la bourgeoisie, malgré la duperie des bonzes et bonzillons, confirme qu'une base solide, sur des positions de classe, existe et qu'il faudra compter avec elle.

Lors de l'annonce des résultats du vote, 952 pour la continuation de la grève, 3 789 pour la reprise du travail, dont un bon nombre trompé, les grévistes ont crié leur indignation : « TRAHISON », et n'ont pas participé au défilé des syndicats traîtres.

Les bonzillons du Mans ont d'ailleurs déclaré, pour la C.G.T. : « tout n'a pas été obtenu », pour la C.F.D.T. : « tout

n'est pas réglé ». Quel aveu ! Pourquoi estiment-ils le compromis positif ? Tout simplement pour ne pas déplaire à leurs maîtres capitalistes.

Il est vrai, pourtant, que dans peu de temps des ouvriers trompés rejoindront leurs frères de combat qui sont résolus à la lutte de classe.

Le bonze Jean Breteau, secrétaire de la fédération de la métallurgie, ne peut même pas démentir les 952 O.S. qui étaient pour la poursuite de la lutte. Sous le titre : « Premières réflexions sur un résultat » dans l'« Humanité » révisionniste du 28-5-71, il déclare dans un texte contradictoire : « Certes, toutes les revendications d'origine n'ont pu être satisfaites » et il parle de « point d'appui » pour les « négociations » avec l'organisation patronale. En vérité, il a tout fait pour liquider la base d'appui, pour ne pas étendre le mouvement revendicatif.

Nous connaissons bien ce permanent embourgeoisé pour ses virages à 180 degrés, cet opportuniste de droite, qui fait tout pour dévoyer la lutte de classe, comme ses compères Séguy-Krasucki.

Les métallos du Mans comme les autres travailleurs, lorsqu'ils prendront l'instrument décisif : « LE COMITE DE GREVE », imposeront leurs revendications aux capitalistes exploités et ses laquais.

ARRACHONS LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME ET AU REFORMISME !

A BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

VOS PROFITS, C'EST PAS NOTRE AFFAIRE

« L'HOMME LE CAPITAL LE PLUS PRECIEUX » (STALINE)

Le journal *le Monde*, prétendu apolitique, nous apprend, au sujet de la lutte chez Renault, que la « perte à la production » est de 5 000 voitures par jour. Le « manque à produire » des 20 jours de grève se monterait donc à 50 000 voitures, c'est-à-dire 4 % de la production annuelle équivalent à 500 millions de nouveaux francs.

Une première constatation s'impose. La direction du *Monde* si soucieuse « d'humanitarisme », de « démocratie » révèle leurs vrais visages, celui de serpents sournois et venimeux. Que leur importent les ouvriers, les travailleurs qui revendiquent pour des meilleures conditions de travail et des salaires plus décentes ! (Les augmentations se chiffraient pour un an, si elles étaient satisfaites à 1/5 de la « perte » de la Régie à ce jour, 22 mai !) Pour eux, l'ouvrier n'entre pas en ligne de compte, seules comptent les voitures. Et pourquoi ? Parce que produire des voitures rapporte aux vampires capitalistes de substantiels profits (voir plus loin) dont ces écrivains bourgeois profitent eux aussi sous forme, par exemple, de l'argent versé par les premiers pour la publication des publicités bourgeoises qui s'évalent dans leurs journaux. DIS-MOI QUI TU DEFENDS ET JE TE DIRAI QUI TU ES.

Mais nous, communistes marxistes-léninistes authentiques, nous affirmons tout haut et avant tout, avec le camarade Staline, que « l'homme est le capital le plus précieux » de la société et que les voitures on s'en fout si pour elles, il nous faut être moins que des chiens.

L'EXPLOITATION CAPITALISTE N'A PAS DE BORNES

Soutenus par le chœur de la clique des dirigeants traîtres à la classe

ouvrière que sont Séguy et autres bonzes révisionnistes, les plumitifs mangeant le picotin bourgeois proposent insidieusement aux profiteurs effrénés que sont les capitalistes de rentrer dans leurs bénéfices perdus. Comment ? C'est bien simple ! En rattrapant la « perte » quitte à nous faire travailler encore davantage, le samedi et tant qu'on y est le dimanche. Pourquoi pas ? Bien sûr, les ouvriers peuvent bien se crever toute la semaine sans se reposer tandis que « MM. les Journalistes et leurs patrons capitalistes » iront se ballader le week-end avec « Mmes leurs Epouses » dans leurs propriétés.

« Une solution radicale mais coûteuse en heures supplémentaires serait de réduire les congés annuels de 4 semaines à 3 semaines. »

Ah non ! Non seulement les esclaves modernes du capital doivent s'esquinter année après année, jusqu'à la corde, pour les profits de ces messieurs en cravate, roulant carrosse et faisant des gueuletons avec nos écus, mais encore on voudrait attaquer ce que les luttes ouvrières ont permis d'arracher au prix de tant de souffrances. Et ils ont le culot de dire que le « personnel de l'entreprise aurait peut-être dû mal à consentir un tel sacrifice » !

Sacrifice ? Se sacrifier pour qui ? pour quoi ? à quelles conditions ? Pour 1 100 F avec des cadences infernales, pour augmenter encore et encore la fortune des affairistes, ennemis du peuple et fascistes en puissance. Encore une fois non et non !

Travailler pour le bonheur du peuple dans un régime authentiquement socialiste, d'accord, de suite, de grand cœur et de toutes nos forces mais pour vous, vermines parasites et inutiles qui empoisonnez nos vies

et nos consciences de votre fiel, jamais, JAMAIS !

Nous, nous luttons, au coude à coude, unis avec nos camarades de classe pour les 40 heures sans diminution de salaire tout de suite, la retraite à 60 ans et pas de salaire inférieur à 1 000 F.

Car enfin, les bénéfices de la Régie seront, cette année, d'au moins 10 milliards de nouveaux francs. Nous faudrait-il nous serrer la ceinture, rogner sur nos maigres ressources, travailler plus dur, plus longtemps, plus vite pour offrir à ces « Messieurs » de nouveaux yachts, avions personnels, villas, etc., alors que nous manquons du nécessaire et que nos enfants ne pourront prétendre à beaucoup mieux dans cette sale société ? Non Messieurs les capitalistes et leurs défenseurs des journaux bourgeois, démerdez-vous ! Ce ne sont pas nos affaires que de défendre vos intérêts. Pour l'instant, ce sont les nôtres que nous voulons défendre, pied à pied, unis à la base et dans l'action, pour imposer et faire aboutir nos revendications légitimes en attendant d'aller plus loin et de briser votre ignoble machine d'Etat fascisante avec tous ses rouages pourris, corrompus et répressifs. Une fois que nous aurons brisé cette machine nous installerons la dictature du prolétariat afin que se dresse une France belle et prospère, dans laquelle les travailleurs vivront heureux.

Nous irons, tous unis, conduits par l'avant-garde communiste marxiste-léniniste jusqu'à la victoire finale.

Camarades, tous unis dans la lutte pour

QUE VIVE LA LUTTE DE CHEZ RENAULT,

LE SOUTIEN ACTIF AUX O.S.,

QUE VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT,

QUE VIVE LE SOCIALISME.

René RIVIERE

PARIS :

DANS LES BANQUES LA COLÈRE MONTE

Le Crédit Lyonnais fait passer son capital de 300 à 480 millions de francs ! Cette augmentation de 180 millions provient entièrement des bénéfices réalisés par le Crédit Lyonnais.

A cette occasion, comme cela se fait toujours, une prime est donnée aux employés. Au Siège, boulevard des Italiens (7 000 employés), chacun espérait au minimum 1/2, voire 1 mois de prime, vu l'importance des bénéfices du Crédit Lyonnais.

En attendant, les employés se rendent compte qu'ils se font rouler, quand la direction prétend ne pas pouvoir payer des salaires plus élevés — de très nombreux jeunes touchent 800 F par mois, des employés ayant 25 ans de maison gagnent à grand-peine 1 500 F par mois ; d'autre part, on apprend que le salaire moyen du personnel, y compris les grands manitous Bloch-Lainé et autres, est de 2 700 F par mois !

La nouvelle se répand vite : la prime est d'1/4 de mois. Les illusions sur le Crédit Lyonnais tombent et le mercredi 12, près de 2 000 employés débrayent à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. pour l'obtention d'une prime de 1 500 F. Dans le hall, où les gens sont rassemblés, les directions syndicales proposent une délégation.

Pendant que la délégation prenait le thé, les directions syndicales lançaient des slogans « Les banquiers peuvent payer » repris avec force par tout le hall, « Des sous à gogo » (!)

— réponse d'employés : « Nous ne sommes pas des mendiants ! » Des employés révolutionnaires, connaissant la technique de démobilisation des directions syndicales, scandaient « Dans la rue, avec la B.N.P. » (le siège de la B.N.P. se trouve à 50 mètres du Crédit Lyonnais), « Diminuez les hauts salaires », slogan applaudi par plusieurs centaines de personnes, « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » repris par de nombreux employés.

La délégation est revenue, sans résultat. Les directions syndicales ont donc appelé à rentrer chez soi, demain il fera jour.

Le jeudi 13 : dans la matinée, comme on s'y attendait, rien ne se passe. Les directions syndicales appellent à une manifestation (traditionnelle) autour (!) du Crédit Lyonnais, à 16 heures. Elle démarre, sous la pluie, et en marchant sur le trottoir, pour ne gêner personne.

La division commence à pointer quand, la manif ne provoquant pas l'unité réelle, les directions syndicales font rentrer tout le monde dans le hall. Là, des employés ont crié « Occupation ». La C.G.T. et la C.F.D.T. ont alors isolé F.O. en l'accusant de prôner l'occupation. Pendant 1/4 d'heure, les directions syndicales se sont presque engueulées. Les gens, déçus, ont commencé à rentrer dans leurs bureaux. Une fois de plus, les syndicats se sont démasqués comme artisans de la division, allant à 100 % contre les désirs des employés. Du coup, l'unanimité s'est faite non plus contre la direction, mais bien contre les directions syndicales qui refusent catégoriquement de gêner les banquiers dans leur sale besogne d'exploitation.

Si les directions syndicales ont réussi à bloquer le mouvement de grève, cela ne durera pas, les employés sont trop montés contre la direction pour se laisser faire comme des petits garçons.

A BAS LES SYNDICATS DE COLLABORATION !

LUTTONS PIED A PIED CONTRE LES BANQUIERS, DANS L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Un Employé marxiste-léniniste du Crédit Lyonnais

"LE YANKEE BATTU... UN PAYS DIX FOIS PLUS BEAU"

(HO CHI MINH)

« Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté. » (HO CHI MINH)

« Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté. »

Alors que nous venons de commémorer le 81^e anniversaire du président Ho Chi Minh, c'est cette vérité qu'il énonce à ses compatriotes le 17 juillet 1966 qui nous vient à l'esprit. Car elle donne le sens de la vie de Ho Chi Minh; car elle explique le combat acharné des millions de Vietnamiens pour chasser les colonialistes français puis les impérialistes américains de leur sol.

Aujourd'hui le peuple vietnamien au Nord comme au Sud célèbre l'Oncle Ho. Au Nord, ouvriers et paysans se sont engagés pour produire plus et mieux; miliciens et miliciennes perfectionnent leurs préparatifs au combat. Au Sud, les combattants redoublent d'efforts pour accomplir le testament sacré du président Ho.

UNE VIE EXEMPLAIRE

Car l'Oncle Ho a mené une vie exemplaire au service du peuple vietnamien et au service de la révolution mondiale.

Il suffit d'évoquer quelques images de sa vie... Celle du jeune Nguyen Ai Quoc des années 1920, exilé à Paris, rédacteur du journal *le Paria* qui porte une dénonciation acérée du colonialisme français jusqu'au Vietnam grâce aux subterfuges de ses compatriotes, marins sur les bateaux français. Celle de Vuong, militant accompli soutenant par ses conseils et ses écrits les luttes de ses camarades de la colonie vietnamienne en Chine, à Shanghai ou à Canton... Celle du fondateur du Parti Communiste Vietnamien en 1930. Celle du Ho Chi Minh de 1942, de retour au

pays, qui organise les minorités nationales Tho et Nung répétant inlassablement aux militants et aux paysans des villages pourquoi lutter contre les occupants français et japonais, comment préparer l'insurrection, comment organiser les détachements d'auto-défense...

Ho Chi Minh? Celui dont les colonialistes français ont annoncé cent fois la mort pour tenter de décourager la Résistance. C'est après la victorieuse révolution d'août 1945, le président de la République Démocratique du Vietnam, toujours aussi simple et cordial, toujours aussi inflexible quand il s'agit de l'indépendance et du bonheur du peuple vietnamien. Puis, résolu et plein de jeunesse, c'est le dirigeant de la lutte patriotique contre les agresseurs américains. C'est l'Oncle de tous les enfants du Vietnam...

Un grand dirigeant marxiste-léniniste qui a puissamment contribué à l'édification des trois instruments nécessaires à la victoire: le Parti, le Front Uni et l'Armée Populaire. Un grand combattant internationaliste. Au congrès de fondation du Parti Communiste Français, il fustige la trahison des « sociaux-chauvins », les révisionnistes d'alors, et demande l'adhésion à la III^e Internationale de Lénine; il participe aux travaux de l'Internationale. Jamais Ho Chi Minh ne faiblit; ni en 1945, sous les pressions éhontées des impérialistes français qui refusent de reconnaître l'indépendance du Vietnam, ni sous les coups féroces des démons yankees! Ho Chi Minh a porté son peuple en première ligne de la lutte anti-impérialiste et de la révolution mondiale.



En 1954, après la victoire

DES ENGAGEMENTS TENUS

Rappelons les termes de son testament :

« La guerre de résistance contre l'agression américaine peut se prolonger. Nos compatriotes pourraient avoir à consentir de nouveaux sacrifices en biens, en vies humaines. QUOI QU'IL EN SOIT, NOUS DEVONS ETRE RESOLUS A COMBATTRE L'AGRESSEUR AMERICAIN JUSQU'A LA VICTOIRE TOTALE. »

Le peuple vietnamien a étudié ce texte avec attention, il s'est engagé à suivre fidèlement les enseignements de l'Oncle Ho. Et il a tenu ses promesses! Les bandits impérialistes ont eu beau multiplier leurs assauts furieux, étendre leur agression à toute l'Indochine, leurs jours

sont comptés désormais. Le peuple vietnamien, et avec lui les peuples khmer et lao vont vers la victoire. Depuis un an, la situation en Indochine est chaque jour meilleure. Traçons un rapide bilan. Chaque jour, les peuples d'Indochine ne cessent d'infliger des défaites au plan d'agression de l'impérialisme américain; il tente de se maintenir au Cambodge et y met toutes ses forces; pendant ce temps il est débordé au Vietnam, recule au Laos... Veut-il lancer une « grande offensive » au Bas-Laos? Il y est fort maltraité et perd du terrain au Cambodge et au Sud-Vietnam! Partout les forces combattantes détiennent l'initiative. Partout elles anéantissent une partie importante des forces vives de l'ennemi: en un an, 6 820 avions yankees détruits ou saisis, 20 900 véhicules militaires, 2 300 canons, 600 000 hommes mis hors de combat! Partout les régions libérées s'élargissent et se consolident; les agresseurs yankees et leurs laquais se terrent dans leurs bases et dans les villes.

Autant de faits qui rendent chaque jour plus proche la certitude sereine de l'Oncle Ho.

« Le Yankee battu, nous bâtirons le pays dix fois plus beau. » L'Oncle Ho ne sera plus là pour le voir, mais vivant dans le cœur de chaque Vietnamien, il participera triomphalement à la victoire!

Camille GRANOT

LISEZ LES ŒUVRES
D'HO CHI MINH
en vente à la librairie « Le Phénix »
72, boulevard Sébastopol, Paris (3^e)

LE CAPITALISME PÉRIRA LE SOCIALISME TRIOMPHERA (2) (Suite de l'article paru dans le numéro 106)

DECLIN INELUCTABLE DU CAPITALISME

Notre grand dirigeant, le Président Mao, nous enseigne: « L'époque où nous vivons est une époque dans laquelle le système impérialiste marche vers son effondrement total. » L'aggravation accrue de la crise financière et monétaire capitaliste est l'aboutissement logique de l'évolution des contradictions inhérentes au système capitaliste, réactionnaire et décadent.

Après la grande crise économique du monde capitaliste dans les années 20 et 30, J.M. Keynes, conseiller à la solde du capital monopoléur, a préconisé de renforcer l'intervention de l'Etat dans l'économie dans la vaine tentative de sauver le système capitaliste de son effondrement par l'inflation et d'autres mesures destinées à stimuler la production. Et c'est ce qu'ont fait après la deuxième guerre mondiale les pays impérialistes ayant à leur tête les Etats-Unis. Ils se sont évertués à accroître le budget d'Etat et à augmenter les dépenses militaires pour stimuler à l'aveuglette la production et créer une fausse prospérité. Toutefois, en avalant du poison pour étancher la soif, ils ont soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds, causant des crises fréquentes, chaque fois plus graves, tant économiques que financières et mo-

nétaires, qui exacerbent davantage les contradictions inhérentes au capitalisme entre la nature sociale de la production et la propriété privée des moyens de production. En particulier, aux Etats-Unis, comme l'impérialisme américain a échoué dans l'application de sa politique d'agression et de guerre, les contradictions de classe et les contradictions nationales à l'intérieur du pays se sont exacerbées tandis que les crises politiques, économiques et sociales se sont aggravées chaque jour davantage. La crise économique qui a éclaté en automne 1969, la cinquième qui s'est abattue sur les Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale, a duré plus d'un an. La production industrielle a baissé, un grand nombre d'entreprises ont fermé, et le nombre de chômeurs en janvier dernier a atteint 5 400 000, soit plus que le double du chiffre enregistré avant l'accession au pouvoir, il y a deux ans, de Nixon.

A cause de son extension constante de l'agression à l'étranger, l'impérialisme américain a porté, dans les années 60, sa dépense militaire à 590 milliards de dollars. Rien que dans sa guerre d'agression contre le Vietnam, il a dépensé quelque 100 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont connu 9 ans de déficit financier pendant les 11 années fiscales qui ont expiré en juin 1970; les déficits totalisaient plus de 64 milliards de

dollars. Nixon a admis il y a peu de temps que le déficit de la présente année fiscale atteindrait 18 milliards 600 millions de dollars.

Pour combler ces déficits, la clique réactionnaire américaine au pouvoir a accablé le peuple d'impôts, émis sans frein des papiers-monnaies et des emprunts intérieurs de l'Etat. Ces deux ou trois ans, les Etats-Unis ont payé, rien que pour les intérêts des emprunts publics, plus de 18 milliards de dollars par an, soit 9 ou 10 % du revenu annuel du pays. Les Etats-Unis, qui se sont vantés d'être le pays « le plus riche » du monde, sont devenus un grand pays endetté rongé par de multiples difficultés. Ils ont perdu radicalement la base économique pour la stabilisation financière et monétaire.

L'impérialisme a éperdument accru ses armements et préparé la guerre, amené le déficit aux finances et recouru à l'inflation, ce qui engraisse les monopolistes, mais réduit le pouvoir d'achat du peuple. Tous ces faits, comme l'a indiqué Lénine, « rendent la situation de la classe ouvrière intolérable et provoquent une aggravation de la lutte du capital et du travail ».

Ces dernières années, les mouvements de masse révolutionnaires ont connu un essor sans précédent en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie et leur fer de lance est dirigé directement contre l'impérialisme

américain et le régime capitaliste décadent. Plus de 5 600 grèves ont eu lieu aux Etats-Unis en 1970 et le nombre de grévistes a battu le record de ces dix dernières années. Et ces grèves ont fait perdre au capital monopoléur plus de 62 millions de journées-travail. Des grèves se sont succédées dans les autres pays capitalistes principaux. L'antagonisme de classes sans cesse accru a porté un coup lourd à la domination réactionnaire du capital monopoléur, rendant l'économie capitaliste encore plus chancelante et instable et aggravant la crise financière et monétaire.

L'impérialisme, Etats-Unis en tête, a intensifié son agression et son pillage à l'étranger pour se débarrasser des difficultés intérieures. Cela a suscité une vive opposition parmi les nations et peuples opprimés du monde. Les mouvements de libération nationale s'élèvent sur une large échelle. De plus en plus nombreux sont les pays moyens et petits, y compris ceux de l'Amérique Latine, considérés traditionnellement comme la « cour arrière » des Etats-Unis, qui se sont dressés dans la lutte contre la politique du plus fort de la superpuissance qu'est l'impérialisme américain. Tout cela contribue à réduire le marché international de l'impérialisme et rend sa situation de plus en plus difficile.

(A suivre.)

FRANÇOIS MARTY

Directeur de « L'Humanité Rouge »

Victime d'un accident mortel de la route

Le Comité des Amis de « L'Humanité Rouge » de Perpignan nous a communiqué le texte suivant :

Notre camarade François MARTY est décédé le 29 mai à la suite d'un grave accident de la route survenu près de Montpellier deux jours plus tôt. C'est une perte immense et douloureuse pour tous ceux qui l'ont approché, connu, qui ont milité à ses côtés ou combattu sous ses ordres, pendant la Résistance aux nazis.

François MARTY, de vieille souche catalane, n'était jamais resté indifférent aux souffrances des exploités et des opprimés et, très jeune encore, s'était engagé dans l'action militante. Il avait adhéré au Parti communiste français dès 1926. Par la suite il devait être l'un des fondateurs du « Travailleur catalan ».

Pendant la guerre d'Espagne, il avait eu une activité particulière très importante.

Par la suite, sous l'occupation nazie, après avoir été victime de mesures discriminatoires de la part du régime de Vichy, il avait commandé l'École des cadres des Officiers F.T.P. du Sud-Ouest. C'est lui qui, sous le pseudonyme du commandant Bourgat, a dirigé la libération de la ville de Carcassonne et de différentes autres régions.

En 1963, en stalinien convaincu et fidèle, il prit ouvertement position en faveur des thèses du Parti communiste chinois et du Parti du Travail d'Albanie. Le Parti communiste français imposa son exclusion contre l'avis quasi unanime de sa cellule de base.

En juillet 1964, il fut l'un des dix fondateurs de la Fédération des cercles marxistes-léninistes qui devait donner naissance en décembre 1967 au Parti communiste marxiste-léniniste de France.

En février 1965, il lança le journal « L'Humanité Nouvelle » qui fut interdit en juin 1968 au titre d'organe central du P.C.M.L.F., arbitrairement dissout par le gouvernement à la suite des événements de mai et juin 1968. Depuis quelques mois, il était devenu le directeur de publication de l'hebdomadaire « L'Humanité Rouge », journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Adversaire inflexible du révisionnisme moderne inauguré par Khrouchtchev tout comme de l'opportunisme de gauche stigmatisé par Lénine, François MARTY était un ami intime d'Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie. Il avait été reçu par le président Mao Tsé-toung en personne, à Pékin, pendant la Grande Révolution Culturelle prolétarienne en Chine.



Notre regretté camarade François Marty.

Il était resté fidèle à l'idéal de sa jeunesse. Connue pour sa modestie, son intégrité et sa bonté, il jouissait d'une très grande estime parmi les travailleurs et les petits paysans.

Son accident est survenu alors qu'il poursuivait son activité militante. Il n'a jamais craint les épreuves ni la mort pour servir le peuple.

Son exemple restera vivant pour tous les militants révolutionnaires de notre pays.

Perpignan, le 31 mai 1971

Le prochain numéro de l'« Humanité-Rouge » sera très largement consacré au souvenir et aux enseignements de notre camarade François Marty.

TÉLÉGRAMME DE CONDOLÉANCES

d'Enver HOXHA

« Au camarade Jacques Jurquet,
A l'« Humanité-Rouge »

Paris

C'est avec une profonde douleur que nous avons appris la disparition inattendue du révolutionnaire, du communiste et du militant marxiste-léniniste éminent du prolétariat français, notre précieux camarade François Marty.

Son œuvre et sa vie de patriote révolutionnaire et de communiste internationaliste au service de la cause de la classe ouvrière et du peuple français, sa lutte indomptable contre l'oppression sociale, contre les traîtres révisionnistes et opportunistes de tout acabit, pour le triomphe du marxisme-

léninisme et de la révolution socialiste, serviront d'exemple et d'inspiration pour le prolétariat et les révolutionnaires français.

Au nom du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie ainsi qu'en mon propre nom, nous adressons nos condoléances les plus profondes aux marxistes-léninistes français, au collectif du journal l'« Humanité-Rouge » et à la famille de notre camarade inoubliable et ami intime du peuple albanais, François Marty.

ENVER HOXHA,
Premier Secrétaire du
Comité Central du
Parti du Travail d'Albanie.

Tirana, le 31 mai 1971. »